MTL. - 1 - L.7905/1.

AVR 1962
Coordination (2)

ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre du Commerce extérieur et de l'Assistance technique, le 16 avril 1962, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal "fixant le statut du président du conseil consultatif de la coopération au développement, du secrétaire général de l'office de la coopération au développement et du personnel de cet office", a donné le 17 avril 1962 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 16e april 1962 door de Minister van Buitenlandse Handel en Technische Bijstand verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende het statuut van de voorzitter van de raad van advies voor de ontwikkelingssamenwerking, van de secretaris-generaal van de dienst voor de ontwikkelingssamenwerking en van het personeel van deze dienst", heeft de 17e april 1962 het volgend advies gegeven :

OBSERVATIONS GENERALES.

I. L'article 17, § 2, du projet implique que les emplois du personnel de l'Office de la coopération au développement soient soustraits à l'application des droits de priorité établis par la loi des 3 août 1919 - 27 mai 1947. Le projet ne contient aucune disposition ayant semblable objet. Il convient, dès lors, que le Gouvernement, comme il en a l'intention, prenne une telle disposition en usant du pouvoir que lui confie l'article 5, alinéa 2, de ladite loi. La disposition indiquée devra être soumise à l'avis du comité de consultation syndicale (avis du Conseil d'Etat, section de législation, du 1er juin 1955, qui a précédé l'arrêté du 20 juin 1955, Pasinomie 1955, page 278; arrêt du Conseil d'Etat, section d'administration, du 25 avril 1958, n° 6227).

Si le Gouvernement avait ~~donc~~ déjà soumis cette disposition au comité général de consultation syndicale, il conviendrait de l'insérer dans le présent arrêté.

II. Il résulte du régime que le projet institue pour le président du conseil consultatif de la coopération au développement, que la fonction de ce président a non seulement un caractère temporaire, mais qu'en outre elle n'est pas exercée à temps plein : il s'agit d'un simple mandat qui ne fait pas entrer son titulaire dans la hiérarchie administrative. C'est ce que confirment les renseignements communiqués au Conseil d'Etat. Aussi va-t-il de soi que le statut des agents de l'Etat établi pour ceux qui, à titre définitif, prestent leurs services aux administrations de l'Etat, n'est pas applicable au président du

.../...

conseil consultatif. L'article 2 est donc superflu et risque même de créer une équivoque en laissant croire qu'à défaut de la disposition, le statut du 2 octobre 1937 s'appliquerait de plein droit aux titulaires de pareils mandats publics.

Il n'y a pas lieu d'établir un statut détaillé pour le président du conseil consultatif. Il suffit d'énoncer les règles relatives à l'attribution du mandat. Ces règles trouvent plus logiquement leur place dans l'arrêté royal du 15 janvier 1962, que l'article 1er a d'ailleurs pour effet de modifier de manière implicite. Il serait dès lors préférable de recourir à une modification expresse du texte de cet arrêté.

III. Le projet emploie tantôt l'expression "après avis de Nos Ministres réunis en Conseil" (articles 1er, 3 et 12), tantôt l'expression "sur avis de Nos Ministres réunis en Conseil" (articles 9 et 10). Afin de rendre la terminologie uniforme et d'indiquer de manière plus exacte le rôle du Conseil des Ministres, le Conseil d'Etat propose de dire partout : "de l'avis de Nos Ministres qui en auront délibéré en Conseil".

+

+ +

.../...

OBSERVATIONS PARTICULIERES.

Intitulé.

Conformément à l'observation générale II, il y a lieu de rédiger l'intitulé du projet comme suit :

"Arrêté royal fixant le statut du secrétaire général de l'Office de la coopération au développement et du personnel de cet Office. et modifiant l'arrêté royal du 15 janvier 1962 relatif à l'organisation de la coopération avec les pays en voie de développement".

Préambule.

Etant donné que la loi du 27 juillet 1961 portant certaines mesures en faveur du personnel de carrière des cadres d'Afrique ne constitue le fondement légal d'aucune disposition du projet, il convient de supprimer la référence à ce texte dans le préambule.

Le début du préambule serait donc rédigé comme suit :

"Vu les articles 29 et 66 de la Constitution;

Vu l'arrêté royal du 2 octobre 1937. portant le statut des agents de l'Etat, tel qu'il a été modifié;

Vu l'arrêté royal du 15 janvier 1962 relatif à l'organisation de la coopération avec les pays en voie de développement;".

.../...

Pour les raisons indiquées dans l'observation générale II, la mention du président du conseil consultatif devrait être supprimée dans les considérants du projet.

En outre, la motivation du projet devrait être rendue plus précise et plus adéquate de manière à satisfaire au prescrit de l'article 116 du statut des agents de l'Etat.

Dans le proposant, les mots "en application de l'arrêté royal du 4 octobre 1961 relatif aux modalités de la délibération en Conseil des Ministres" sont inutiles et pourraient être supprimés.

CHAPITRE Ier.

Intitulé .

Conformément à l'observation générale II, le Conseil d'Etat propose de rédiger l'intitulé du chapitre Ier de la manière suivante :

"Chapitre Ier. Modifications apportées à l'arrêté royal du 15 janvier 1962 relatif à l'organisation de la coopération avec les pays en voie de développement".

.../...

"Article 1er.-

L'article 16 de l'arrêté royal du 15 janvier 1962 relatif à l'organisation de la coopération avec les pays en voie de développement est remplacé par la disposition suivante :

"Article 16.- Le conseil comprend un président et quatorze membres.

Le président est nommé par Nous, pour un terme de trois ans, sur proposition du Ministre ayant dans ses attributions l'assistance technique et de l'avis de Nos Ministres qui en auront délibéré en Conseil.

Les membres sont nommés par Nous, pour un terme de six ans, après consultation du comité.

Le conseil désigne en son sein deux vice-présidents.

Le conseil est assisté du secrétaire général de l'Office".

"Article 2.-

L'article 17 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"Article 17. Les mandats du président et des membres sont renouvelables. L'âge limite pour l'exercice de ces mandats est fixé à soixante-cinq ans . Le remplaçant achève le mandat du président ou du membre auquel il succède".

.../...

Le Conseil d'Etat propose le texte qui précède en supposant que le mandat du président est également renouvelable.

Par ailleurs, il appartient au Gouvernement de déterminer si, en cas de remplacement du président avant l'expiration de la durée normale de son mandat, le remplaçant sera nommé pour achever le mandat ou pour le terme normal de trois ans.

CHAPITRE II.

Article 4.

Il serait préférable de rédiger l'article 4 en termes plus précis :

"Article 4.-

Le secrétaire général prête entre les mains du Ministre ayant dans ses attributions l'assistance technique, le serment prescrit par le décret du 20 juillet 1831".

Article 8.

L'article 8, alinéa 2, du projet se réfère au régime de congés "du personnel des administrations de l'Etat". Il n'existe pas de régime uniforme pour le personnel des administrations de l'Etat. Si le Gouvernement

.../...

entend rendre applicable l'arrêté royal du 16 mars 1940 relatif aux congés des agents de l'Etat, il conviendrait de substituer les mots "les agents de l'Etat" aux mots "le personnel des administrations de l'Etat".

Si le Gouvernement entend étendre au secrétaire général l'application de l'arrêté royal du 18 mars 1953 déterminant la position administrative des agents appelés à remplir des obligations de milice en temps de paix, il y aura lieu de remplacer , à l'alinéa 3 du même article, les mots "ce personnel" par les mots "ces agents".

Article 9.

Les deux derniers alinéas de l'article 9 du projet appellent les observations suivantes :

a) la dernière phrase de l'alinéa 4 devrait former un alinéa distinct, alors que le reste du même alinéa devrait être ajouté au troisième alinéa;

b) l'article 9, alinéa 3,du projet dispose que le secrétaire général est placé en disponibilité pour cause de maladie ou d'infirmité lorsque son absence pour semblable motif atteindra une durée ininterrompue d'un an. Par ailleurs, l'article 9, alinéa 4, dispose que pour l'ensemble de la carrière du secrétaire général, les congés de maladie avec bénéfice du traitement d'activité ne pourront dépasser vingt-quatre mois,ou le double si le secrétaire général est invalide de guerre.

.../...

Le texte doit être complété pour déterminer quelle sera, en ce second cas, la position administrative du secrétaire général et pour déterminer notamment si, oui ou non, le secrétaire général sera également dans ce second cas, mis en disponibilité. Le texte doit préciser si et dans quelle mesure, le secrétaire général continuerait à bénéficier d'un traitement d'attente;

c) l'article 9, alinéa 3, dispose qu'au cas où le secrétaire général est mis en disponibilité pour maladie ou infirmité parce que son absence a atteint une "durée ininterrompue d'un an", cette mise en disponibilité "comporte l'attribution d'une rémunération d'attente fixée à 75 p.c. de la dernière rémunération d'activité pendant une période d'un an au maximum". Le projet doit être complété pour régler expressément la situation pécuniaire du secrétaire général après l'expiration de cette période d'un an de mise en disponibilité;

d) enfin, il y a lieu d'ajouter à l'alinéa 3 les mots "ou infirmité" après le mot "maladie".

Article 12.

Le Conseil d'Etat propose le texte suivant pour l'alinéa 2 de l'article 12 :

.../...

"Avant de soumettre à l'avis des Ministres qui en délibereront en Conseil la proposition de suspension ou de révocation, le Ministre doit en informer le secrétaire général. Celui-ci peut former contre cette proposition un recours devant la chambre de recours des fonctionnaires généraux. Les règles de délai et de procédure sont celles qui sont applicables pour les agents de l'Etat".

Observation finale relative au chapitre II.

Le projet ne contient aucune disposition relative aux incompatibilités auxquelles le secrétaire général serait soumis. Il y a lieu de ne pas perdre de vue les dispositions générales contenues dans l'arrêté royal de pouvoirs spéciaux n° 87 du 5 février 1935.

CHAPITRE III.

Article 13.

L'alinéa 2 de l'article 13 du projet gagnerait à être rédigé comme suit :

"Il est institué à l'Office, un conseil de direction composé du secrétaire général et des fonctionnaires dirigeants de l'Office. Le Ministre ayant l'assistance technique dans ses attributions désigne les fonctionnaires dirigeants de l'Office".

.../...

Article 14.

Selon les renseignements donnés au Conseil d'Etat, il résulte indirectement de l'article 16, 4, du projet que la durée du congé sans traitement que les agents de l'Etat pourront obtenir en vertu de l'article 14, alinéa 1er, ne pourra dépasser un an. Cette règle devrait faire l'objet d'une disposition expresse. Il serait, dès lors, préférable de rédiger l'article 14, alinéa 1er, comme suit :

"Article 14.-

Les fonctions prévues par le cadre organique du personnel de l'Office peuvent être confiées à des agents de l'Etat mis, à cet effet, en congé sans traitement dans leur administration d'origine pour une durée maximum d'un an".

Article 15.

L'article 15 du projet ne tend en rien à modifier le statut des membres du personnel enseignant et du personnel scientifique des établissements indiqués. Si leur statut ne prévoit pas la possibilité d'un détachement, c'est conformément aux règles établies à leur intention en matière de cumul, qu'ils exerceront les fonctions visées par le présent projet tout en conservant leurs fonctions antérieures.

En outre, le début de cette disposition devrait être rédigé comme il a été proposé pour l'article 14, alinéa 1er :

.../...

"Article 15.-

Les fonctions prévues par le cadre organique du personnel de l'Office peuvent être confiées ... ".

Article 16.

L'article 16 devrait être divisé en paragraphes.

L'alinéa 1er du § 1er devrait être complété par les mots "à l'exception des dispositions de l'article 16, alinéa 2, 1 à 4, de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat".

Aux termes de l'alinéa 2 du § 1er, sont considérées comme "premières nominations" au sens de la présente disposition, les premières nominations à chacun des emplois prévus au cadre organique du personnel de l'Office. Si l'on comprend que cette disposition soit applicable au cas du premier recrutement de personnel qui, selon le préambule du projet, doit pouvoir être effectué d'urgence et avec célérité, on n'aperçoit pas les raisons pour lesquelles ledit alinéa 2 continuera à pouvoir être appliqué au-delà d'une période de début dont la durée devrait être fixée.

Il conviendrait, dès lors, de compléter l'article 16, § 1er, par une disposition limitant son application dans le temps.

.../...

Au § 2, il faudrait dire : "l'article 16, alinéa 2, 6, de l'arrêté royal du 2 octobre 1937". Il conviendrait, en outre, de supprimer les mots "correspondent à un emploi" qui figurent au a et au b. Enfin, comme il s'agit d'énoncer une condition, il serait préférable de remplacer les mots "dont les résultats ne sont pas périmés" par les mots "si les résultats n'en sont pas périmés".

Au § 3, il faudrait remplacer les mots "visée sub I" par les mots "du § 1er".

Etant donné que la disposition énoncée au § 4 ne s'applique pas seulement dans le cas indiqué au § 1er, il y aurait lieu de faire de cette disposition un article distinct. En outre, il conviendrait de substituer la dénomination "conseil de direction" à la dénomination "comité de direction".

Il résulte de l'article 16, 4, que les nominations des membres du personnel de l'Office prévues aux articles 14, 15 et 16, § 1er, du projet sont toujours faites, d'abord, à titre provisoire pour une période d'un an. Au cours de cette période, le Ministre qui a l'assistance technique dans ses attributions peut même mettre fin aux fonctions des agents indiqués, sur rapport motivé du "comité de direction" de l'Office. Il semble résulter aussi de l'article 16, 4, qu'en déclarant que"la nomination est définitive après un an", le projet entend, en réalité, disposer que les agents peuvent, à l'expiration de cette période d'essai d'un an, être nommés à titre définitif s'ils sont jugés aptes,

.../...

En raison de leur importance fondamentale, les modalités de la nomination devraient être formulées de manière plus explicite et plus précise.

Par ailleurs, il est peu conforme aux règles ordinairement établies, de ne fixer aucun délai de préavis ou de n'accorder aucune indemnité en cas de licenciement d'un agent soit au cours de la période d'essai, soit à l'expiration de celle-ci.

Sous réserve d'un plus ample examen de la disposition par le Gouvernement, le Conseil d'Etat propose le texte suivant pour l'article 16, 4, qui deviendrait l'article 16. La numérotation des derniers articles du projet serait modifiée en conséquence.

"Article 16.-

Sans préjudice à l'article 6, § 1er, alinéa 4, de la loi du 27 juillet 1961 portant certaines mesures en faveur du personnel de carrière des cadres de l'administration d'Afrique, les nominations des membres du personnel de l'Office, prévues aux articles 14, 15 et (17, § 1er) sont toujours faites, à titre provisoire, pour une période d'un an. Au cours de cette période, l'autorité compétente pour nommer peut mettre fin aux fonctions de ces agents, sur rapport motivé du conseil de direction de l'Office.

A l'expiration de ladite période d'un an, les agents sont soit nommés à titre définitif sur rapport motivé du conseil de direction, soit licenciés s'ils ne sont pas jugés aptes.

Le licenciement se fait moyennant un préavis de ...,sauf s'il s'agit d'agents qui peuvent réintégrer l'emploi qu'ils ont quitté en vue d'entrer dans les cadres de l'Office".

Le texte du § 5,tel qu'il est rédigé,a recours, pour la fixation du traitement, au procédé d'attribution d'une ancienneté fictive. Il y a lieu d'observer que les critères d'après lesquels le Ministre déterminera cette ancienneté, sont tellement vagues qu'il disposera à cet égard d'un pouvoir d'appréciation presque illimité.

Dans le § 6, il y a lieu de remplacer les mots "en la même qualité" par les mots "à un emploi du même grade".

Article 17.

L'article 17 du projet n'est qu'un rappel des textes applicables. Il n'est donc pas indispensable et pourrait être supprimé sans inconvénient.

CHAPITRE IV.

Article 18.

A l'article 18 du projet, il y a lieu d'écrire: "portant le statut ... ".

ALGEMENE OPMERKINGEN.

I. Artikel 17, § 2, van het ontwerp impliceert, dat de betrekkingen van het personeel van de Dienst voor de ontwikkelingssamenwerking onttrokken worden aan de toepassing van de prioriteitsrechten vastgesteld door de wet van 3 augustus 1919-27 mei 1947. Het ontwerp bevat geen bepaling met zodanige strekking. Derhalve dient de Regering, zoals zij voornemens is, een zodanige voorziening vast te stellen krachtens de bevoegdheid welke artikel 5, tweede lid, van genoemde wet haar verleent. Die bepaling zal voor advies moeten worden voorgelegd aan de syndicale raad van advies (advies Raad van State, afdeling wetgeving, van 1 juni 1955, bij het besluit van 20 juni 1955 ; arrest Raad van State, afdeling administratie, van 25 april 1958, nr 6227). Mocht de Regering deze bepaling reeds aan de algemene syndicale raad van advies hebben voorgelegd, dan zou zij die in het onderhavige besluit moeten invoegen.

II. Uit de regeling welke het ontwerp voor de voorzitter van de raad van advies voor de ontwikkelingssamenwerking invoert, blijkt dat diens ambt niet alleen tijdelijk is, maar bovendien niet voltijds wordt uitgeoefend : het is een gewoon mandaat, dat zijn titularis niet in de administratieve hiërarchie doet treden.

.../...

Dit wordt bevestigd door de inlichtingen die aan de Raad van State zijn verstrekt. Het spreekt dan ook vanzelf, dat het statuut van het Rijkspersoneel, hetwelk is vastgesteld voor hen die in vast verband hun diensten aan Rijksbesturen verlenen, niet van toepassing is op de voorzitter van de raad van advies. Artikel 2 is dus overbodig. Het kan zelfs tot dubbelzinnigheid leiden door de indruk te wekken dat, als het er niet was, het statuut van 2 oktober 1937 van rechtswege toepassing zou vinden op titularissen van zodanige openbare mandaten.

Voor de voorzitter van de raad van advies is er geen behoefte aan een uitvoerige statuutregeling. Het is voldoende, de regelen betreffende de toekenning van het mandaat aan te geven. Logisch zijn die regelen beter op hun plaats in het koninklijk besluit van 15 januari 1962, dat overigens door artikel 1 impliciet wordt gewijzigd. Het ware derhalve verkieslijk, de tekst van dat besluit uitdrukkelijk te wijzigen.

III. Het ontwerp zegt nu eens : "op advies van Onze in raad vergaderde Ministers" (artikelen 1, 3 en 12), dan weer : "op advies van de in raad vergaderde Ministers" (artikelen 3 en 9). Ter wille van een eenvormige terminologie, zegge men overal : "op het advies van Onze in raad vergaderde Ministers".

+

+ +

.../...

BIJZONDERE OPMERKINGEN.

Opschrift.

Overeenkomstig de algemene opmerking II, stelle men het opschrift van het ontwerp als volgt :

"Koninklijk besluit tot vaststelling van het statuut van de secretaris-generaal en van het personeel van de Dienst voor de ontwikkelingssamenwerking en tot wijziging van het koninklijk besluit van 15 januari 1962 betreffende de organisatie van de samenwerking met de ontwikkelingslanden".

Aanhef.

Geen enkele bepaling van het ontwerp ontleent zijn rechtsgrond aan de wet van 27 juli 1961 houdende sommige maatregelen ten gunste van het beroepspersoneel van de kaders van Afrika. In de aanhef moet de verwijzing naar deze tekst dus vervallen.

Het begin van de aanhef kan dan worden gelezen als volgt :

"Gelet op de artikelen 29 en 66 van de Grondwet;

.../...

Gelet op het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende statuut van het Rijkspersoneel, zoals het is gewijzigd ;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 januari 1962 betreffende de organisatie van de samenwerking met de ontwikkelingslanden;".

Om de redenen die in de algemene opmerking II zijn opgegeven, schrappe men de vermelding van de voorzitter van de raad van advies in de consideransen van het ontwerp.

Bovendien zou de motivering van het ontwerp nauwkeuriger en passender moeten worden gesteld, opdat voldaan wordt aan het voorschrift van artikel 116 van het statuut van het Rijkspersoneel.

In het voordrachtformulier kunnen de woorden "bij toepassing van het koninklijk besluit van 4 oktober 1961 betreffende modaliteiten der beraadslaging in Ministerraad" als overbodig vervallen.

.../...

HOOFDSTUK I.

Opschrift.

Overeenkomstig de algemene opmerking II, stelt de Raad van State voor, het opschrift van hoofdstuk te lezen als volgt :

"Hoofdstuk I. Wijzigingen aan het koninklijk besluit van 15 januari 1962 betreffende de organisatie van de samenwerking met de ontwikkelingslanden.

"Artikel 1.-

Artikel 16 van het koninklijk besluit van 15 januari 1962 betreffende de organisatie van de samenwerking met de ontwikkelingslanden wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 16.- De raad bestaat uit een voorzitter en veertien leden.

De voorzitter wordt door Ons voor een termijn van drie jaar benoemd op de voordracht van de Minister tot wiens bevoegdheid de technische bijstand behoort en op het advies van Onze in raad vergaderde Ministers.

De leden worden door Ons voor een termijn van zes jaar benoemd, na raadpleging van het comité.

De raad wijst uit zijn leden twee ondervoorzitters aan.

De raad wordt bijgestaan door de secretaris-generaal van de dienst".

.../...

"Artikel 2.-

Artikel 17 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 17.- De mandaten van de voorzitter en van de leden zijn vernieuwbaar. De uiterste leeftijd voor de uitoefening van deze mandaten is op vijfenzestig jaar gesteld. De plaatsvervanger voltooit het mandaat van de voorzitter of van het lid wiens opvolger hij is".

De Raad van State stelt de hiervorenstaande tekst voor, in de veronderstelling dat ook het mandaat van de voorzitter vernieuwbaar is.

Voorts is het zaak van de Regering te bepalen of, ingeval de voorzitter vervangen wordt vóór het verstrijken van de normale duur van zijn mandaat, de plaatsvervanger zal worden benoemd om het mandaat te voltooien dan wel voor de normale termijn van drie jaar.

.../...

HOOFDSTUK II.

Artikel 4.

Dit artikel ware nauwkeuriger te stellen als volgt :

"Artikel 4.-

De secretaris-generaal legt de door het decreet van 20 juli 1831 voorgeschreven eed af in handen van de Minister tot wiens bevoegdheid de technische bijstand behoort".

Artikel 8.

Artikel 8, tweede lid, van het ontwerp verwijst naar de verlofregeling voor het "personeel van de Rijksbesturen". Voor dat personeel is er echter geen eenvormige verlofregeling. Wil de Regering het koninklijk besluit van 16 maart 1940 betreffende het verlof van het Rijkspersoneel toepassing doen vinden, dan dienen de woorden "personeel van de Rijksbesturen" te worden vervangen door het woord "Rijkspersoneel".

Wenst de Regering het koninklijk besluit van 18 maart 1953 tot vaststelling van de administratieve toestand der personeelsleden die opgeroepen worden om militaire verplichtingen in vredestijd te vervullen, ook op de secretaris-generaal toepassing te doen vinden, dan dienen in de Franse tekst van het derde lid van hetzelfde artikel de woorden "ce personnel" te worden vervangen door de woorden "ces agents".

.../...

Artikel 9.

Bij de laatste twee alinea's van artikel 9 zijn de volgende opmerkingen te maken :

a) de laatste volzin van het vierde lid zou een afzonderlijk lid moeten vormen, terwijl de overige voorzieningen van dat lid bij het derde lid dienen te worden gevoegd ;

b) artikel 9, derde lid, van het ontwerp bepaalt dat de secretaris-generaal wegens ziekte of gebrekkigheid ter beschikking wordt gesteld wanneer hij om zodanige reden ononderbroken gedurende één jaar afwezig is. Anderzijds bepaalt het vierde lid van hetzelfde artikel dat het ziekteverlof met aanspraak op activiteitswedde voor de ganse loopbaan niet meer dan vierentwintig maanden mag bedragen, of het dubbele hiervan indien de secretaris-generaal oorlogsinvalide is. De tekst moet zo worden aangevuld, dat blijkt welke in dit tweede geval de administratieve toestand van de secretaris-generaal is, en met name dat kan worden uitgemaakt of de secretaris-generaal ook in dit tweede geval al dan niet ter beschikking zal worden gesteld. De tekst moet nader bepalen of, en in welke mate, de secretaris-generaal een wachtwedde zal blijven genieten;

c) artikel 9, derde lid, bepaalt dat, ingeval de secretaris-generaal wegens ziekte of gebrekkigheid ter beschikking wordt gesteld omdat hij ononderbroken gedurende één jaar afwezig is, deze terbeschikkingstelling "de toekenning van een wachtgeld meebrengt, dat vastgesteld

.../...

is op 75 t.h. van de laatste activiteitsbezoldiging, gedurende een periode van ten hoogste één jaar". Het ontwerp moet worden aangevuld met het oog op de uitdrukkelijke regeling van de geldelijke toestand van de secretaris-generaal na het verstrijken van deze periode van één jaar ter beschikkingstelling;

d) ten slotte moeten in het derde lid, na de woorden "wegens ziekte", de woorden "of gebrekkigheid" worden ingevoegd.

Artikel 12.

Voorgesteld wordt, het tweede lid van dit artikel te lezen als volgt :

"Alvorens het voorstel tot schorsing of afzetting voor advies aan de in raad vergaderde Ministers voor te leggen, moet de Minister de secretaris-generaal daarvan kennis geven. Deze kan tegen dit voorstel beroep instellen bij de raad van beroep voor de ambtenaren-generaal. Inzake termijn en procedure gelden dezelfde regelen als voor het Rijkspersoneel".

Slotopmerking betreffende hoofdstuk II.

Het ontwerp bevat geen bepaling omtrent de onverenigbaarheden die voor de secretaris-generaal zouden gelden. Er dient rekening te worden gehouden met de algemene bepalingen van het koninklijk volmachten-besluit nr 87 van 5 februari 1935.

.../...

HOOFDSTUK III.

Artikel 13.

Het tweede lid van dit artikel kan beter worden gelezen als volgt :

"Bij de dienst wordt een directieraad ingesteld, bestaande uit de secretaris-generaal en de leidende ambtenaren van de dienst. De Minister tot wiens bevoegdheid de technische bijstand behoort, wijst de leidende ambtenaren van de dienst aan".

Artikel 14.

Naar aan de Raad van State is medegedeeld, volgt onrechtstreeks uit artikel 16, 4, van het ontwerp, dat het verlof zonder wedde dat de Rijksambtenaren krachtens artikel 14, eerste lid, kunnen verkrijgen, niet meer dan één jaar mag duren. Deze regel zou uitdrukkelijk in het ontwerp moeten worden neergelegd. Het verdient derhalve aanbeveling, artikel 14, eerste lid, te lezen als volgt :

.../...

"Artikel 14.-

De ambten die voorkomen in het organiek kader van het personeel van de dienst kunnen worden toevertrouwd aan Rijksambtenaren die met het oog daarop in hun bestuur van herkomst voor ten hoogste één jaar met verlof zonder wedde worden geplaatst".

Artikel 15.

Dit artikel 15 bedoelt in genen dele wijzigingen aan te brengen in het statuut van de leden van het onderwijzend of wetenschappelijk personeel van de opgegeven instellingen. Kunnen zij krachtens hun statuut niet worden gedetacheerd, dan zullen zij de in het onderhavige ontwerp bedoelde ambten overeenkomstig de te hunnen behoeve vastgestelde cumulatieregelen uitoefenen met behoud van hun vroeger ambt.

Het begin van dit artikel dient bovendien te worden gelezen zoals is voorgesteld voor het eerste lid van artikel 14 :

"Artikel 15.-

De ambten die voorkomen in het organiek kader van het personeel van de dienst kunnen worden toevertrouwd ...".

.../...

Artikel 16.

Dit artikel moet in paragrafen worden onderverdeeld.

Het eerste lid van § 1 moet worden aangevuld met de woorden : "behalve van de bepalingen van artikel 16, tweede lid, 1 tot 4, van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende statuut van het Rijkspersoneel".

Luidens het tweede lid van § 1 worden als "eerste benoemingen" in de zin van deze bepalingen beschouwd de eerste benoemingen in elk van de ambten bepaald in het organiek kader van het personeel van de dienst. Is het begrijpelijk dat deze bepaling toepassing vindt op de eerste aanwerving van personeel die, volgens de aanhef van het ontwerp, "met dringende spoed behoort te kunnen geschieden", het is niet duidelijk waarom dat tweede lid toepasselijk moet kunnen blijven na een beginperiode waarvan de duur zou moeten worden bepaald.

Artikel 16, § 1, dient derhalve te worden aangevuld met een bepaling, die de toepassing ervan in de tijd beperkt.

In § 2 moet worden gelezen : "artikel 16, tweede lid, 6, van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937". Bovendien schrappe men de woorden : "die overeenstemt met een betrekking", welke voorkomen in a en b. Aangezien hier een voorwaarde gesteld wordt, vervange men de woorden "waarvan de uitslag nog van kracht is" door de woorden "indien de uitslag daarvan nog geldt".

.../...

In § 3 vervange men de woorden "het sub 1 bepaalde" door de woorden "paragraaf 1".

Aangezien de bepaling van § 4 niet alleen voor het in § 1 bedoelde geval geldt, make men er een afzonderlijk artikel van. Bovendien vervange men de benaming "het directiecomité" door de benaming "de directieraad".

Uit artikel 16, 4, blijkt dat de in de artikelen 14, 15 en 16, § 1, van het ontwerp bedoelde personeelsleden van de dienst eerst voorlopig worden benoemd voor een termijn van één jaar. Gedurende die tijd kan de Minister tot wiens bevoegdheid de technische bijstand behoort, aan het ambt van die personeelsleden een einde maken op met redenen omkleed verslag van "het directiecomité" van de dienst. Uit artikel 16, 4, schijnt ook te volgen dat het ontwerp, door te zeggen dat "de benoeming definitief is na één jaar", in feite wil bepalen, dat de personeelsleden na het verstrijken van die proeftijd van één jaar, in vast verband kunnen worden benoemd indien zij geschikt worden bevonden.

Wegens hun fundamenteel belang zouden de nadere benoemingsregelen uitdrukkelijker en nauwkeuriger moeten worden geformuleerd.

Voorts is het weinig in overeenstemming met de gebruikelijke regelen, dat het ontwerp geen opzeggingstermijn bepaalt of geen vergoeding toekent voor het geval dat een personeelslid in de loop van of na de proeftijd wordt ontslagen.

.../...

Onder voorbehoud van een nader onderzoek van deze bepaling door de Regering, beveelt de Raad van State de onderstaande tekst aan voor artikel 16, 4, dat dan artikel 16 wordt. De laatste artikelen van het ontwerp dienen dan te worden vernummerd.

"Artikel 16.-

Onverminderd artikel 6, § 1, vierde lid, van de wet van 27 juli 1961 houdende sommige maatregelen ten gunste van het beroepspersoneel van de kaders van Afrika, geschieden de benoemingen van de personeelsleden van de dienst, bedoeld in de artikelen 14, 15 en (17,§ 1) steeds voorlopig voor een termijn van een jaar. Gedurende die termijn kan de benoemende overheid aan het ambt van die personeelsleden een einde maken op met redenen omkleed verslag van de directieraad van de dienst.

Bij het verstrijken van die termijn van een jaar, worden de personeelsleden ofwel vast benoemd op met redenen omkleed verslag van de directieraad, ofwel ontslagen indien zij niet geschikt worden bevonden.

Het ontslag wordt verleend met opzegging van ..., tenzij het gaat om personeelsleden die kunnen worden hersteld in de betrekking welke zij hebben verlaten om in de kaders van de dienst te treden".

.../...

De tekst van § 5, zoals hij in het ontwerp is gesteld, werkt voor het vaststellen van de wedde met toekenning van een fictieve anciënniteit. Hierbij zij opgemerkt, dat de maatstaven waaraan de Minister die anciënniteit zal toetsen, zo vaag zijn, dat hij in dat opzicht over een nagenoeg onbeperkte beoordelingsbevoegdheid zal beschikken.

In § 6 vervange men de woorden "in dezelfde hoedanigheid tot een ambt" door de woorden "in een betrekking van dezelfde graad".

Artikel 17.

Artikel 17 van het ontwerp is slechts een herhaling van de toepasselijke teksten. Het kan dus als overbodig vervallen.

HOOFDSTUK IV.

Artikel 18.

In de Franse tekst van dit artikel moet worden gelezen : "portant le statut ...".

La chambre était composée de

Messieurs :	F. LEPAGE,	conseiller d'Etat,	président
de Heren :		raadsheer van State,	voorzitter
	L. MOUREAU,	conseillers d'Etat,	
	G. HOLOYE,	raadsheren van State,	
Madame :	J. DE KOSTER,	greffier adjoint,	greffier
Mevrouw :		adjunct-griffier,	griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.F. LEPAGE.

Le rapport a été présenté par M. O. DE LEYE, substitut.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.F. LEPAGE.

Het verslag werd uitgebracht door de H. O. DE LEYE, substituut.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s) J. DE KOSTER.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) F. LEPAGE.